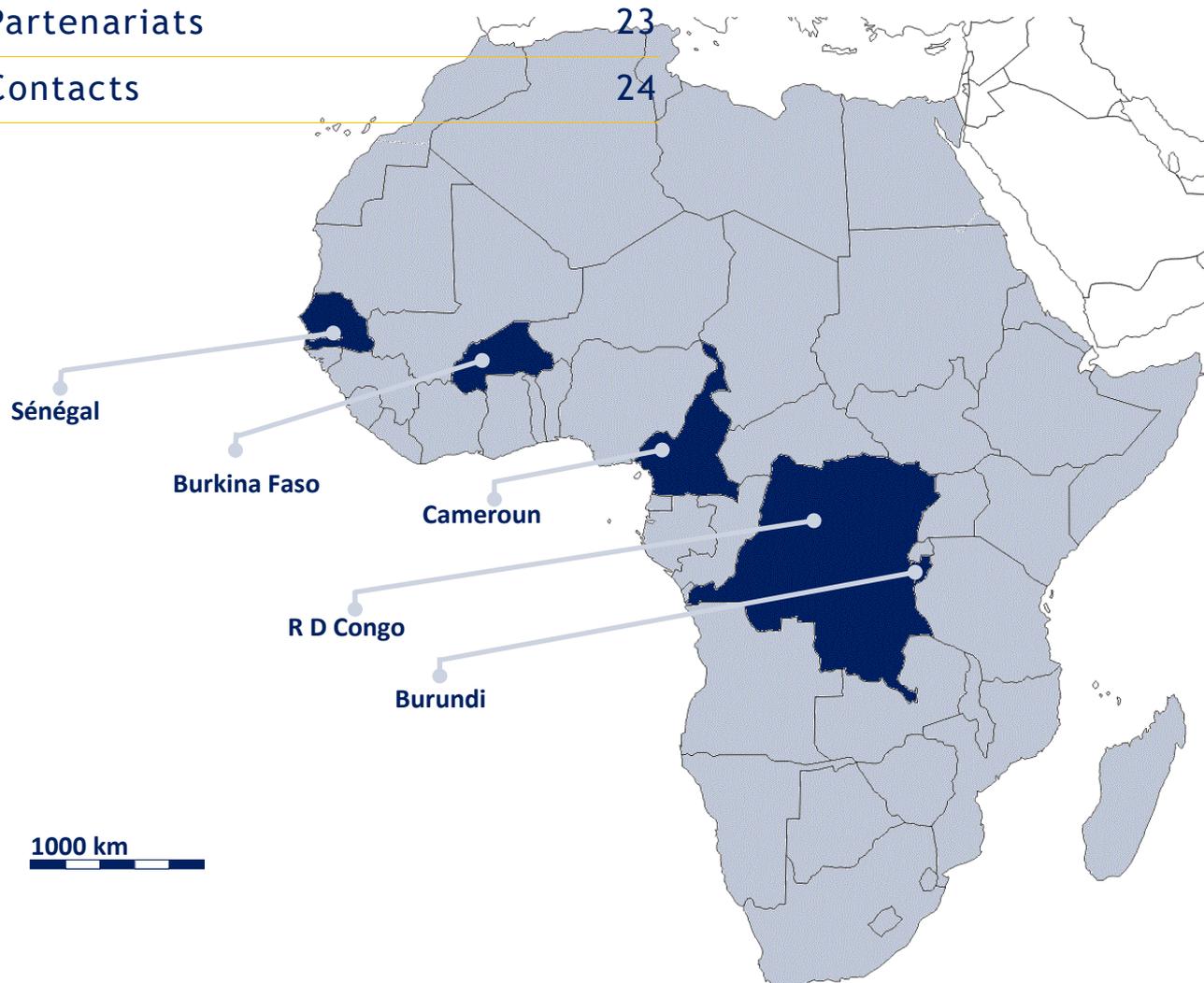


Rapport d'activités

2015



Édito	3
Satisfactions	4
Difficultés	5
Burkina Faso	6
Burundi	8
Cameroun	10
RD Congo	12
Sénégal	18
Belgique	20
Success stories	21
Chiffres	22
Partenariats	23
Contacts	24



Éditorial

En 2015, pour sa première année d'existence sous ce nouveau nom, ULB-Coopération a poursuivi la mise en œuvre des projets initiés par le CEMUBAC et le SLCD.

Grâce à ces projets, 22.000 utilisateurs ont eu accès à l'électricité dans quatre communes rurales du Burkina. 6.000 hectares de forêt ont été aménagés et protégés, produisant 300 tonnes de produits transformés localement. Au Burundi, 500 hommes et femmes ont été formés à la production de semences de pomme de terre. Une filière d'exploitation de sous-produits des palmiers à raphia a été renforcée au Cameroun. La formation des personnels en gynécologie-obstétrique au Kivu (RDC), en collaboration avec Erasme-Coopération, a permis une diminution remarquable du taux de césarienne dans la province. 3.500 familles d'agriculteurs congolais ont vu leurs revenus s'améliorer par l'augmentation des superficies agricoles et la fertilisation des sols. Les pages qui suivent détaillent ces résultats et d'autres encore.

Ces succès remarquables sont à mettre d'abord au crédit des hommes et des femmes qui œuvrent sur le terrain dans des conditions souvent difficiles. En 2015, nous retiendrons particulièrement la grave crise que traverse encore aujourd'hui le Burundi, mais aussi un environnement de plus en plus difficile en RDC.

Au siège, 2015 a été l'année de la concrétisation de la nouvelle structure. Les équipes des ONG fondatrices ont fédéré leurs efforts pour ne plus faire qu'une et réaliser remarquablement les activités de gestion quotidienne des projets. Une part importante de l'année a été consacrée à la préparation de la réforme dictée par le Ministre et son administration et à la mise en place d'un processus qualité. Les efforts consentis ont été récompensés, courant 2016, par l'obtention de l'agrément ONG décennal délivré par le Ministre de la Coopération et par le passage avec succès du premier niveau du processus qualité.

Pour tout cela et pour le reste, que vous découvrirez dans ce rapport, merci à tous.

Alain Wodon
Directeur



Satisfactions

En 2015, la nouvelle organisation du travail n'a pas empêché les projets d'obtenir de nombreux résultats, sources de satisfaction. Certains ont déjà été évoqués dans l'éditorial, les autres sont mis en évidence ci-dessous, ou à la page 21 qui développe quelques success stories.

De manière transversale, même si elle est toujours attendue, l'appropriation de certains projets par les bénéficiaires et les publics cibles est une réelle source de satisfaction et un gage de bonne pérennisation des effets de nos actions. Les évaluations que nous avons menées concernant la satisfaction de nos partenaires ont

“... l'appropriation des projets par les bénéficiaires et publics cibles.”

témoigné de la valeur ajoutée qu'ils trouvent dans le soutien, l'écoute et l'accompagnement d'ULB-Coopération.

Au Nord, la fusion des équipes au sein d'ULB-Coopération s'est déroulée en harmonie. Le renforcement des liens avec l'ULB a permis à ULB-Coopération d'ancrer ses activités d'éducation au développement au sein de la communauté universitaire. Outre les efforts menés pour réussir le « screening » imposé par la Direction Générale au Développement, d'autres chantiers permettant la construction d'ULB-Coopération ont été lancés, notamment la recherche d'une certification « verte » et le processus de certification dit « EFQM ».

Burkina Faso

L'accès à l'électricité et la distribution en eau ont été considérablement améliorés. Le travail d'inventaire forestier, d'aménagement de massifs forestiers ainsi que la transformation de produits forestiers non ligneux (raphiales) ont connu de belles réussites.

Burundi

Les organisations paysannes sont capables de respecter les itinéraires techniques garantissant la qualité exigée pour la certification des semences. Le centre semencier de Ruzibazi continue à être le plus performant du Burundi en termes de production des semences de qualité. Enfin, la sensibilisation à la thématique genre a démarré en 2015, via une ONG locale.

Cameroun

Dans le cadre du projet de développement de la filière raphia, des artisans se sont portés volontaires pour transmettre leur savoir-faire aux générations suivantes. Les bases des activités d'embouteillage et de commercialisation de la sève de raphia ont été mises en place.

République démocratique du Congo

Les médecins et les sages-femmes formés à la conduite des accouchements, à la prise en charge des complications et à la réparation des fistules ont intégré et appliqué sur le terrain les connaissances acquises, améliorant ainsi l'accès à des soins de qualité pour les populations. Le taux de césarienne a significativement diminué.

À l'hôpital de Kintambo (une zone de santé de la ville de Kinshasa), la mise en place des soins de pédiatrie sous forme de filière, avec un paiement forfaitaire spécifique, a rendu les soins beaucoup plus accessibles et de meilleure qualité.

En ce qui concerne les rendements agricoles, les activités menées en 2015 visant à les augmenter ont porté leurs fruits tout en respectant les zones de reboisement et de forêts naturelles.

Sénégal

Les investissements réalisés ont permis aux femmes bénéficiaires de s'engager dans un processus permanent de formation et de disposer d'outils de gestion adaptés. Enfin, les questions de genre ont été accompagnées par le partenaire.

Belgique

L'équipe « éducation au développement » a organisé divers événements permettant de sensibiliser la communauté estudiantine et d'augmenter la visibilité de l'ONG sur les campus. Elle a également développé les partenariats avec les professeurs.



Salle d'opération, RDC

Difficultés

Les contextes politiques et l'insécurité de certaines zones d'action ont, à plusieurs occasions, entravé et ralenti les activités des projets.

Au Nord-Kivu, les groupes armés continuent de massacrer et de faire fuir les populations locales, malgré la présence FARDC et de la MONUSCO. Les rapt de médecins se sont multipliés et nos collègues congolais se sont tous mobilisés pour réunir des rançons exorbitantes. Heureusement, nos équipes n'ont pas été victimes. L'impunité reste la règle générale. Au Burundi, la situation d'une quasi-guerre civile, suite à la réélection pour un troisième

“... clientélisme et corruption demeurent prégnants.”

mandat du président de la république, a incité certaines ONG à se retirer progressivement du pays.

Dans beaucoup de pays, clientélisme et corruption demeurent prégnants. Ils atteignent parfois des niveaux inimaginables. Des retards administratifs, parfois liés au point précédent, ralentissent également le déploiement des activités.

Nos équipes travaillent dans des contextes très difficiles, stressants, voire démotivants. L'organisation d'un encadrement technique et scientifique, matériel et humain adapté est un enjeu important pour l'efficacité de nos actions.

Burkina Faso

La lenteur administrative a entravé la délivrance de concessions d'exploitation et d'affermages. Une difficulté financière est née du prix de revient trop élevé de l'huile de Balanites, qui contraint d'abandonner le projet d'utiliser du biocarburant dans les groupes électrogènes.

Burundi

Au Burundi, alors que 2015 était considéré comme une année de croisière dans la réalisation des objectifs fixés par le programme, depuis le mois d'avril, le Burundi est

plongé dans une crise socio-politique qui a provoqué de l'insécurité principalement dans la ville de Bujumbura et ses environs (y inclus dans la zone d'intervention, la province de Bujumbura Rural). Cette situation, non prévisible, a ralenti significativement la mise en œuvre des activités programmées.

Cameroun

Le développement de la filière raphia au Cameroun a été restreinte par des problèmes de sous-équipement ainsi que par le manque de fonds de roulement des artisans, ce qui entrave leurs capacités de production.

RDC

Les principales pierres d'achoppement des projets en RDC relèvent du climat socio-politique particulièrement rude, alliant corruption, clientélisme et extrême violence.

Sénégal

La rentabilité moindre du maraîchage biologique est une difficulté qu'il s'agira de dépasser. En outre, la question de l'analphabétisme chez certaines bénéficiaires demeure un facteur limitant.

Belgique

Multiplicité des sollicitations et volatilité du public étudiant devront trouver de nouvelles formes d'action.



Discussion sur le foncier, RDC

BURKINA FASO

Eau potable, électricité, aménagement et exploitation durable de forêts

En 2015, le projet a contribué à l'amélioration de l'accès à l'eau potable par un **temps d'attente aux pompes diminué par 10**, sur une zone de 4.000 km², dans la commune rurale de Barsalogho. Les réalisations de 2015 se sont concentrées sur la consolidation du système de gestion des adductions d'eau et sur les réseaux d'irrigation.

Sur la même zone, le projet a permis l'accès à **l'électricité continue** par la production et distribution d'électricité, avec des impacts positifs sur la santé (opérations chirurgicales), l'éducation (lumière à la tombée du jour), l'alimentation (conservation des aliments) et le développement économique de la zone.

La protection et l'aménagement du massif forestier de Koroko (24.000 ha) ont été poursuivis en 2015 : inventaires

forestiers, plantation de haies vives, pare-feu, points d'eau... 6.000 ha ont été aménagés l'an dernier.

Le projet vise l'exploitation durable de produits forestiers ligneux (bois de chauffe et bois d'œuvre) et non-ligneux (300 tonnes de produits transformés en 2015), ainsi que la formation en gestion forestière.



180.000 habitants



419.000 €

DGD, CNCD, loterie nationale, donateurs privés

Mini-réseaux d'électrification rurale décentralisée

Deux nouveaux villages, Foubé et Ankouna ont été électrifiés en 2015. Ceci porte le nombre de villages électrifiés de notre projet à quatre.

Les systèmes de gestion et de maintenance des réseaux ont été consolidés.

La zone couverte par notre projet dépasse la moyenne nationale d'accès à une source d'énergie moderne, avec un taux de couverture de 12,1 %.



850 clients

22.000 bénéficiaires



711.000 € (2011-2015)

UE, DGD



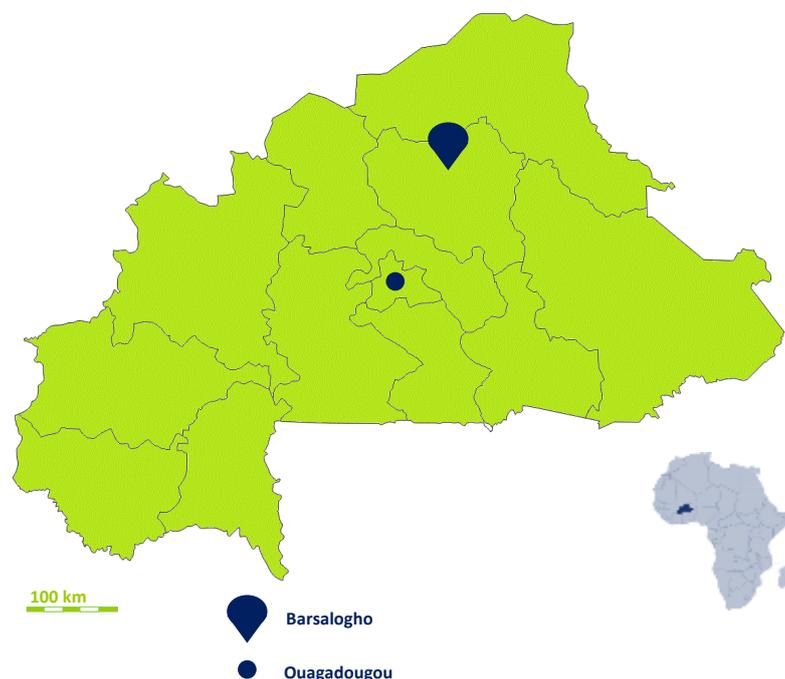
Électrification, Burkina Faso

Partenaire

L'Association **Impulsion**, partenaire privilégié au Burkina, a été fondée en 2004. Son siège social est situé à Ouagadougou. Elle intervient principalement dans le district sanitaire de Barsalogho, où elle dispose de bureaux et d'un atelier de transformation. Ses compétences couvrent les domaines de l'hydraulique, l'électrification rurale et l'environnement. Le genre est une thématique transversale à leurs projets.

Localisation

L'ensemble des projets poursuivis au Burkina Faso se localisent dans la Province du Sanmatenga, sur les communes rurales de Barsalogo, Dablo et Pensa. Ils couvrent le territoire du district sanitaire de Barsalogo, qui a une superficie de 3.690 km² et est situé à 150 km de Ouagadougou et à 45 km de Kaya. Cette zone représente 1,3 % de la superficie du Burkina et 1 % de sa population (167.477 habitants lors du recensement de 2009). Cette région, particulièrement démunie, subit les effets cumulés des changements climatiques et de la pression démographique.



Perspectives

L'aménagement d'une 3^e forêt du massif forestier de Koriko tout en exploitant durablement les forêts déjà aménagées est planifié.

Deux nouvelles adductions seront réalisées dans les villages électrifiés de Foubé et Ankouna.



Adduction d'eau, Burkina Faso

Le processus de **transformation d'un aliment pour bétail** à base des résidus de pressage et de valorisation des coques en briquettes de chauffage sera mis au point.



Bétail, Burkina Faso

Il s'agit aussi de poursuivre les activités de recherche-développement, avec et au bénéfice des populations, et d'améliorer les solutions de **valorisation durable des ressources naturelles renouvelables** disponibles dans la zone d'intervention. Ceci concerne notamment les produits forestiers non-ligneux afin d'assurer le maintien du massif forestier de Koriko tout en améliorant la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables. Gestion durable de la ressource, organisation de la collecte, processus de transformation, conservation des produits, organisation de la filière, accès aux marchés, amélioration des connaissances des acteurs, répartition équitable des plus-values sont le type d'activités programmées.

Contact : anne.depret@ulb-cooperation.org

BURUNDI

Renforcement des acteurs de la filière semencière de pommes de terre

Le projet vise **l'amélioration durable des revenus** des groupements de paysan.e.s grâce à une augmentation de leurs productions agricoles et à la plus grande disponibilité de semences de pomme de terre de qualité certifiée.

En 2015, la situation sécuritaire, non prévisible, a ralenti significativement la mise en œuvre des activités qui étaient programmées. En outre, une sécheresse a frappé la zone en fin d'année 2015. Cependant, les activités principales de **renforcement de capacités** ont pu être menées, de même que la poursuite de la **production de semences de qualité**. Cette dernière a notamment été garantie par

le respect des itinéraires techniques et a permis l'obtention de **l'agrément** pour la commercialisation de semences de qualité certifiée. En outre, le **centre semencier**, en ruine en 2008 lorsque ULB-Coopération a démarré son intervention, est devenu le plus performant du Burundi parmi les 4 grands centres de ce type que compte le pays.

Un diagnostic sur la question du **genre** a été réalisé par une ONG locale spécialisée, et des formations dans ce domaine ont été prodiguées.



525 bénéficiaires (30 organisations paysannes)



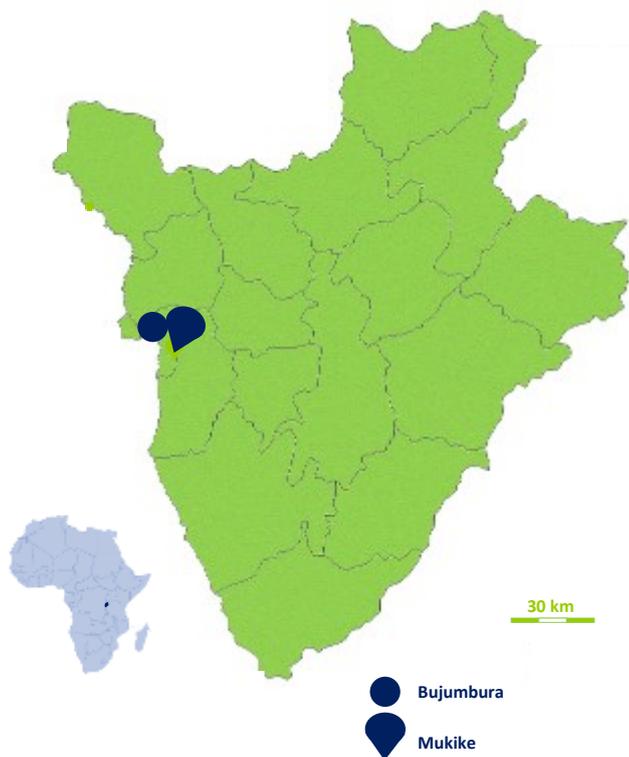
81.000 €
DGD, donateurs privés



Travail des champs, Burundi

Localisation

Le Burundi a une superficie d'un peu moins de 28.000 km², comparable à la Belgique (un peu plus de 30.000 km²), et jouxte la RDC, le Rwanda et la Tanzanie. Le projet concerne la commune de Mukike, dans la province de **Bujumbura Rural**, totalisant +/- 25.000 habitants.



Partenaire

La Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Élevage de la Province de Bujumbura rural (DPAE).



Stockage de pommes de terre, Burundi

Perspectives

L'année 2016 sera décisive afin de rattraper les retards enregistrés. Dans le cadre du programme de **désengagement**, il s'agira notamment d'œuvrer pour **garantir l'autonomie financière** de la FOPAMU et du Centre semencier pour que les acquis du projet puissent être **pérennisés**. Il faudra aussi intéresser d'autres partenaires au développement de ce projet. En effet, si l'évaluation finale des programmes des actions de 2008 à 2014 a démontré des impacts extrêmement positifs, il n'en demeure pas moins que des besoins essentiels restent à combler (mutuelles de santé, alphabétisation, genre, etc.).

Contact : thierry.decoaster@ulb-cooperation.org

Valorisation de la filière du raphia

Le projet de valorisation des raphiales s'articule autour de la **préservation**, de la **régénération** et de l'**exploitation durable** des raphiales, menacées par l'extension des cultures maraîchères dans les bas-fonds. L'objectif est de sensibiliser les populations et les autorités à la **richesse écologique, sociale et économique** de cette ressource naturelle, et à redynamiser l'ensemble des acteurs de la filière.

En 2015, **15 ha** de raphiales ont été régénérés et remis en exploitation, un premier **marché** temporaire des produits de la filière a impliqué tous les acteurs concernés (artisans, autorités locales, services déconcentrés de l'État...). Les carnets de **commandes** se sont remplis grâce à la sensibilisation d'un public très varié. Finalement, le processus de **stabilisation de la sève** de raphia a été mis au point.



50 acteurs accompagnés
372.000 habitants



178.000 €
DGD, donateurs privés

La motivation des acteurs de la filière du raphia a permis de construire des pistes d'amélioration, des artisans se sont investis dans le passage des savoir-faire aux générations futures, et les bases d'une activité d'embouteillage et de commercialisation de sève de raphia ont été mises en place.



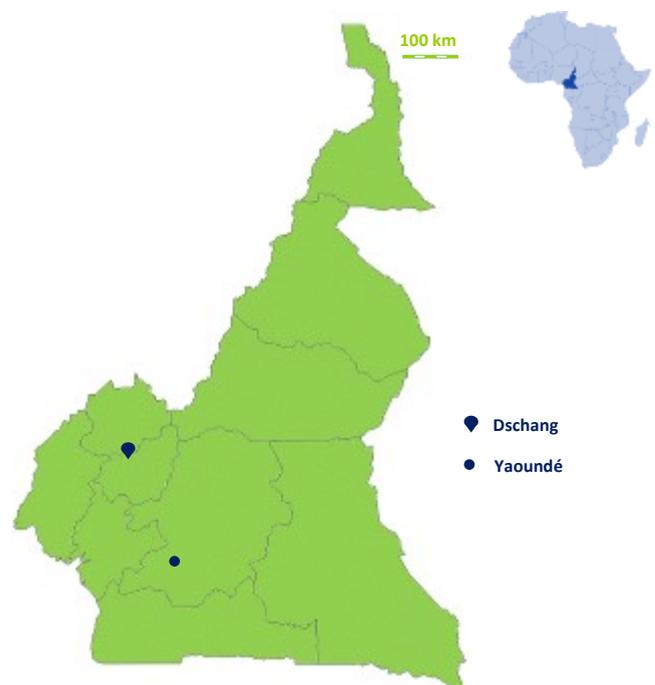
Les impacts de ce projet concernent tant l'**insertion professionnelle** et l'**amélioration des revenus** des ménages, la **formation**, que la **préservation d'une ressource naturelle**.

Partenaire

Le partenaire local est le **GADD** (Groupement d'Appui pour le Développement Durable), une ONG de développement de droit camerounais créée en 2003 et basée à Dschang, à l'Ouest du Cameroun.

Localisation

Les actions se situent dans le département de la Mé-noua, à l'Ouest du Cameroun, principalement dans les entités communales constitutives du département, à savoir Dschang, Fokoué, Fongo Tongo, Nkong-zem, Santchou et Penka Michel. Ceci couvre une superficie de 1380 km² pour une population de 372.244 habitants.





Artisanat en raphia, Cameroun

Perspectives

Pour 2016, trois priorités ont été identifiées : ouvrir un **magasin coopératif** de vente des produits manufacturés de la filière du raphia, réaliser un **catalogue** des produits commercialisés et garantir une **répartition des plus-values** générées.

L'ambition en matière de valorisation des raphiales sera de mettre en place les facteurs favorables au **développement durable** de l'ensemble des métiers du raphia : vannerie, tissage, menuiserie, sève.

Contact : anne.depret@ulb-cooperation.org

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

En RDC, ULB-Coopération ancre ses projets dans deux thématiques principales, la santé et l'agriculture. Les activités développées se concentraient sur **5 projets en santé**, et **4 projets de Gestion des territoires et des ressources**.

Le volet Santé des projets en RDC s'articule autour d'une vision commune de **renforcement des services de santé**. Il s'agit de renforcer tant les structures que les compétences, et donc les équipes locales. Les projets intègrent des aspects macrosociaux (systèmes de santé, cohérence de l'offre de soins...) et microsociaux (dialogue avec les usagers, gestion des médicaments...).

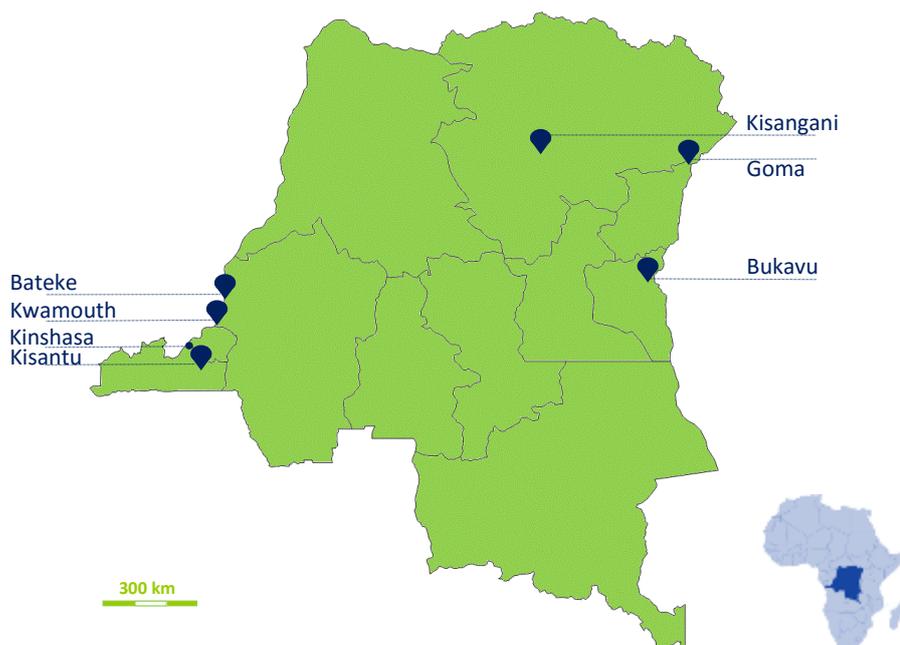
Dans chacune des zones d'activités des projets de gestion des territoires et des ressources, les partenaires travaillent à **l'amélioration des systèmes de production** dans les domaines de **l'agriculture**, de **l'élevage** et de l'exploitation du **bois** d'œuvre et d'énergie.

Localisation

Les projets d'ULB-Coopération en RDC se répartissent autour de Kinshasa et dans le Nord-Est du pays.

En santé, ce sont le Nord-Kivu (Goma), Sud-Kivu (Bukavu) et partiellement l'Ituri pour la partie Nord-Est de la RDC. La seconde zone d'activités est Kintambo, dans la province de Kinshasa.

Les projets de Gestion des territoires et des ressources sont situés d'une part dans des régions forestières proches de Kisangani et d'autre part dans la région autour de Kinshasa : Kisantu, Sud-Kwamouth et Plateau Batéké.



SANTÉ : Appui au système de santé en province de Kinshasa et au Nord-Kivu

Le projet contribue à améliorer la **qualité** et l'**accessibilité** de l'offre de soins dans les zones de santé de Kintambo (Kinshasa) et de Kirotshé (Nord-Kivu). L'action concerne aussi les deux Divisions Provinciales de la santé dans lesquelles une réforme structurelle se met en place. Ces équipes provinciales sont accompagnées dans leurs tâches d'encadrement des zones de santé.

À Kintambo, des prestataires privés entrent en dialogue avec les services publics pour réaliser des actions en commun (vaccinations, consultations prénatales) et pour s'entendre sur la mise en place progressive d'un système de référence vers l'hôpital en cas de besoin. Dans l'hôpital de

Kintambo, avec le concours d'AEDES, l'équipe de direction met en place des soins de pédiatrie de qualité.

À Kirotshé, utilisant des approches de recherche-action, l'équipe de la zone de santé a travaillé sur l'organisation de centres de santé, des audits cliques à l'hôpital et la mise en place progressive d'une instance de dialogue entre les usagers et les personnels de l'hôpital. Un gros travail a aussi concerné le dispositif d'approvisionnement et la gestion des médicaments.



Groupe-cible : personnel de la DPS, de la ZS, de l'hôpital de Kintambo, de l'hôpital de Kirotshé
10 millions d'habitants



612.000 € en 2015
DGD, AEDES, Oxfam-Novib

Partenaire

Les Divisions Provinciales de la Santé de Kinshasa et du Nord-Kivu (Goma) et les zones de santé de Kintambo et de Kirotshé.



Médecins formés à l'hôpital provincial du Nord-Kivu, RDC

SANTÉ : Formation clinique au Nord-Kivu, Sud-Kivu et en Ituri

Ce projet d'amélioration des soins de santé aux victimes de violences sexuelles dans l'Est de la République Démocratique du Congo se centre sur les formations cliniques des prestataires des soins.



Groupe-cible : personnel de la DPS, de la ZS, de l'hôpital de Kirotshe
3,5 millions d'utilisateurs



08/2013-11/2015 : 1.864.000 €

06/2014-12/2016 : 1.413.000 €

UE

Partenaire

La Division provinciale de la santé (DPS) et la Zone de santé de Kirotshe.



Formation d'accoucheuses, RDC

Les **médecins** et les **sages-femmes** formés en collaboration avec **Erasmé Coopération**, à Goma, à la conduite des accouchements, à la prise en charge des complications et à la réparation des fistules sont **rentrés dans leurs hôpitaux de zones de santé** (25 hôpitaux répartis sur le Sud et le Nord Kivu ainsi qu'en Ituri). Les complications gynécologiques graves sont traitées et tout est en place pour que cela se poursuive dans ces hôpitaux de ZS. Un **réseau de conseil et de soutien** s'est mis en place entre les personnes qui ont travaillé ensemble lors de la formation à Goma. Les **équipements** fournis et les réhabilitations des services de gynécologie-obstétrique se révèlent très rapidement utiles.

Dans la foulée, une **dynamique très positive** s'est mise en marche au Nord-Kivu, suite au travail des formateurs des hôpitaux de Goma et de notre équipe ULB-Coopération.

Les autorités de la province ont impulsé une **réforme en profondeur** du fonctionnement de l'hôpital provincial. Cet établissement est entièrement rétabli dans ses fonctions d'hôpital qui réunit les spécialités essentielles (chirurgie générale, orthopédie, gynécologie et obstétrique, pédiatrie et médecine interne) et aussi de lieu privilégié de formation clinique pour les personnels de santé de la périphérie.

Par ailleurs, deux processus approfondis de **recherche-action** ont permis aux personnels des centres de santé et de l'hôpital de travailler de manière plus rationnelle, en se soumettant aux règles de la guidance scientifique. Les audits cliniques, l'organisation interne du travail, de l'hygiène et de la qualité des soins dans le centre de santé de Shasha ont été rationalisés.

SANTÉ : Village d'accueil (maternité d'attente) à Kirotshe, Nord-Kivu

Ce projet a permis la construction d'un **bâtiment** vaste (300 m²) et clair pour accueillir 20 à 25 **femmes enceintes** qui présentent un risque de complication à l'accouchement. Elles y sont accueillies au 8^e mois de leur grossesse. Hébergées ainsi dans l'enceinte de l'hôpital, tout peut être mis en œuvre dès que l'accouchement se déclenche.



Hôpital de Kirotshe, RDC



Groupe-cible : personnel de la DPS, de la ZS, de l'hôpital de Kirotshe
3,5 millions d'utilisateurs



58.000 € en 2015
Loterie Nationale, UE

Partenaire

La Division provinciale de la santé (DPS) et la Zone de santé de Kirotshe.

SANTÉ : Amélioration de la santé reproductive dans la zone de Kirotshe

Ce projet, autour d'une thématique pionnière au Nord-Kivu, a concrétisé des activités visant la promotion du **droit à la santé sexuelle et reproductive**, en particulier chez les jeunes et les adolescents. Les outils, adaptés au public cible, ont été une campagne Bip-appel, une page web, des comptes Twitter et Facebook ad hoc.



Groupe-cible : personnel de la DPS, de la ZS, de l'hôpital de Kirotshe
3,5 millions d'utilisateurs



62.000 € en 2015
Oxfam-Novib

Des activités de **planning familial** (sensibilisation, formation, activités dans les centres de santé) ont aussi été organisées dans la ZS de Kirotshe où le taux de couverture contraceptive est passé de 0,8 % en 2013 à 5 % en 2014.



Partenaire

La Division provinciale de la santé (DPS) et la Zone de santé de Kirotshe.

SANTÉ : Perspectives

Notre plus grand défi est de **soutenir les acteurs de changement**. Ce soutien fait partie de notre mission. Cela demande de rester fin et vigilant. Dans un environnement peu scrupuleux, on ne peut pas soutenir explicitement des individus sans que ceux-ci ne soient menacés ou évincés à notre insu.

Les perspectives d'amélioration en matière de santé, sont très encourageantes. ULB-Coopération va bénéficier d'un contrat de subvention de l'UE qui lancera, en janvier 2017, sa 11^{ème} tranche de soutien aux pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique). Nous allons ainsi travailler avec une enveloppe conséquente de 12,6 M€ sur 5 ans qui va entrer

en cofinancement croisé avec le projet DGD et son budget de 3,5 M€ environ sur 5 ans. Il s'agira de travailler au Nord-Kivu sur la qualité des soins dans les hôpitaux et centres de santé d'une dizaine de zones de santé. Deux parmi elles seront des zones **d'apprentissage et recherche** dans lesquelles nous pourrons investir tout notre savoir-faire en clinique, en pédagogie, information sanitaire, gestion hospitalière, médicaments et systèmes de financement. Un des enjeux est de préparer ces centres de santé et ces hôpitaux à pouvoir recevoir des subventions pour les soins donnés, de la part d'organisation de tiers payant, un peu à l'image de l'INAMI et des mutuelles chez nous.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

GESTION DES TERRITOIRES : Amélioration des systèmes de production

Les actions ont pour but d'améliorer la **sécurité alimentaire** et les **revenus** des ménages ciblés en leur proposant des techniques innovantes basées sur une gestion durable des ressources naturelles. Un accent particulier est mis sur la **sécurisation foncière**.

En 2015, grâce aux actions des populations et des partenaires, les **rendements agricoles** ont été augmentés, les organisations paysannes ont été **encadrées** et des **accès aux terres** ont également pu être sécurisés.

Partenaires

ULB-Coopération soutient les actions de plusieurs associations congolaises : ADIKIS-Terroir, dans la périphérie de Kisangani (Province Orientale), sur des terroirs villageois situés en périphérie de cette ville (10 à 80 km) ; la CCDS, sur des terroirs situés en périphérie de la ville de Kisantu (10 à 30 km) ; et le GI-Agro, sur les plateaux Batéké dans la périphérie du Puits de carbone Ibi-Batéké (100 km de Kinshasa, Ville-province de Kinshasa), et dans le sud du Territoire de Kwamouth (entre Kinshasa et Bandundu-ville, Province du Maï Ndombe).



3.340 ménages
23.000 bénéficiaires



626.000 € en 2015
Loterie Nationale, Rotary,
SMEL asbl, Ville de Bruxelles

GESTION DES TERRITOIRES : Synergie Apiculture au Congo

De manière transversale, Miel Maya Honing, le WWF-Belgique et le ULB-Coopération collaborent à ce projet qui vise la professionnalisation de l'apiculture en renforcement d'actions de reboisement/lutte contre la déforestation, sur 3 sites :



- ▼ Dans la zone tampon de la Réserve de Luki, avec la coopérative des apiculteurs du Mayombé (COAPMA) ;
- ▼ Dans la région de Kisantu : d'une part, à Mbanza-Ngungu, avec la plateforme des apiculteurs des Cataractes (PLAAC), et d'autre part dans plusieurs zones de santé limitrophes à la ville de Kisantu, en appui aux activités apicoles développés par la CCDS (Coordination Caritas Développement Sante - partenaire actuel du SLCD)
- ▼ Sur le site « Puits de Carbone Ibi-Batéké » (Ibi-Village) et dans les hameaux de la périphérie du site, avec le GI-AGRO (Groupement d'Initiatives pour l'Agroforesterie en Afrique).



Apiculture, RDC

GESTION DES TERRITOIRES : Lutte contre la déforestation (REDD+)

Sur les Plateaux Batéké, le GI-Agro a contribué à la réussite d'un projet pilote national de lutte contre la déforestation (REDD+). Une centaine de ménages se sont appropriés l'agroforesterie, technique qui a permis d'améliorer leur situation socio-économique tout en luttant contre la déforestation.



GESTION DES TERRITOIRES : Synergie « PREPAR »

Le projet de synergie « PREPAR », porté par l'Alliance Agricongo en Belgique et la CONAPAC en RDC, a permis la réalisation d'un **documentaire de plaidoyer** sur le cas de la **forêt communautaire** d'Uma, en vue de protéger cette forêt de l'exploitation illégale. Ce projet de synergie a également donné lieu à un partenariat avec le WWF-

Belgique et l'ONFi, pour capitaliser les modèles agricoles durables qui ont fait leurs preuves sous l'effet de notre programme dans la région de Kisantu.

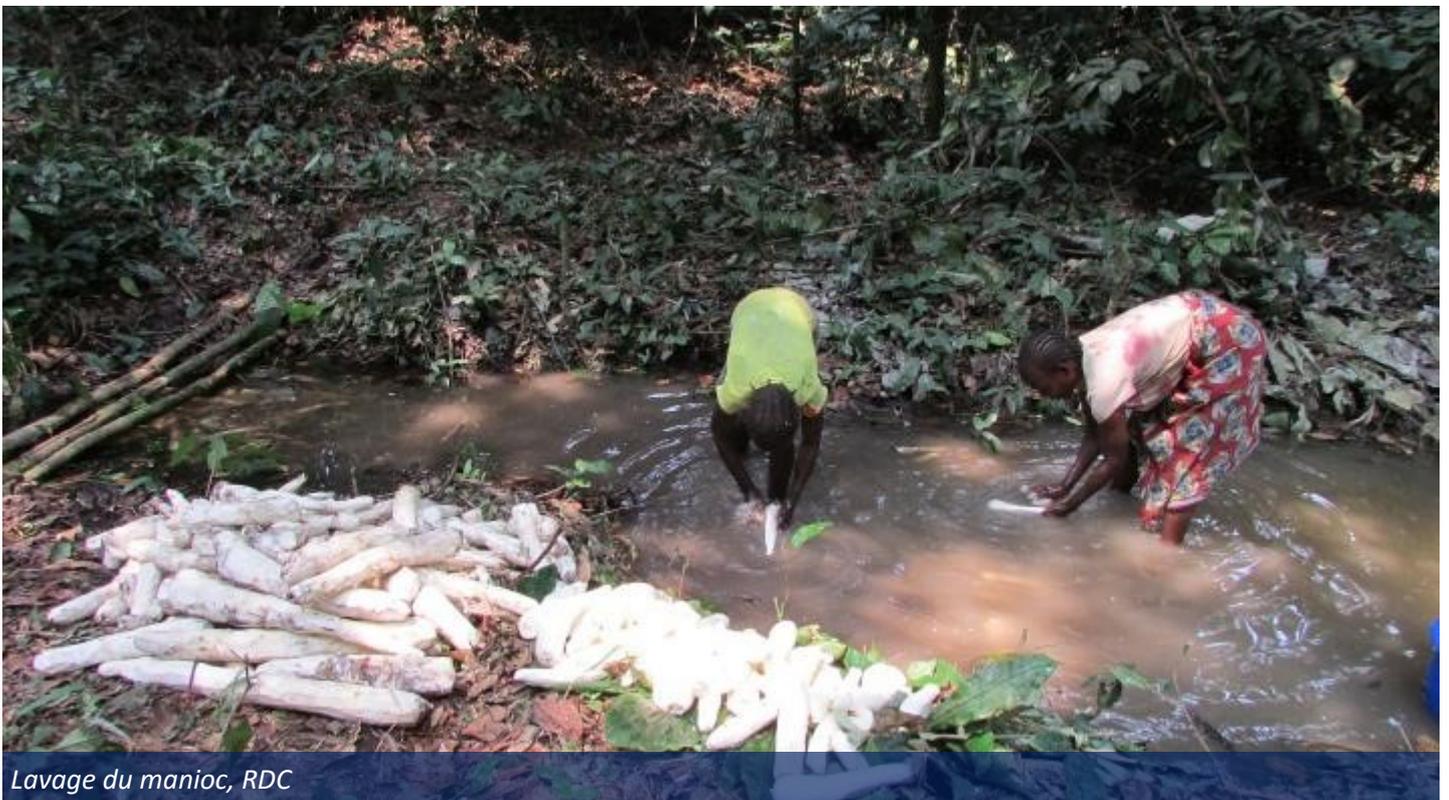


GESTION DES TERRITOIRES : Perspectives

Le défi pour la gestion des territoires, consistera à mener des **études** et des **évaluations** permettant de comprendre dans quelle mesure le programme a eu l'effet positif escompté. À Kisantu, le partenaire CCDS souhaite comprendre dans quelle mesure les **systèmes de cultures** introduits sont **performants** du point de vue technique et économique (revenu net, déduit des charges d'exploitation et d'amortissement). Une **expertise externe** sera engagée entre juillet et octobre 2016 en collaboration avec l'ULB. Dans le même sens, un appui a été demandé sur les Plateaux Batéké, afin de mesurer l'effet de **l'agroforesterie** (manioc et acacia) sur le revenu des ménages dans les

zones d'interventions qui seront reprises dans le futur programme (Sud-Kwamouth).

Les stratégies d'appui à la **commercialisation** des productions agricoles méritent d'être analysées et améliorées. Ceci sera développé en utilisant une « **approche par filière** », méthode qui prévoit un diagnostic des contraintes rencontrées par les acteurs concernés (producteurs, acheteur de premier niveau, grossistes, petits transporteurs, services privés et publics), pour concevoir, avec eux, les stratégies d'amélioration.



Lavage du manioc, RDC

Contact : laurence.hanon@ulb-cooperation.org

Appui à l'entreprenariat féminin

Ce projet appuie des **groupements** d'intérêts économiques (GIE) **de femmes actives dans le maraîchage et le petit élevage biologique** et la **transformation/commercialisation** de leurs productions. Il permet d'améliorer les **conditions de vie** des micro-entrepreneuses et de leurs familles, mais aussi d'engendrer une **diversification de produits alimentaires** sains pour la population.

L'année 2015 a vu la concrétisation de :

- 7 **périmètres maraichers clôturés**, dotés de **puits** à exhaure asine et d'unités de **transformation des fruits et légumes** ;



Groupe-cible : GIE
650 bénéficiaires directs / 3.150 bénéficiaires



170.000 €
DGD, WBI, Fondation Roi Baudouin, donateurs privés

- 1 unité de production de **savon** ;
- 1 unité de production d'**huile d'arachide** ;
- 1 **coopérative de vente** et de promotion des produits biologiques ;
- 1 accompagnement à la **thématique « genre »** des partenaires et des GIE ;
- Des **itinéraires techniques** de l'agroécologie compris et pratiqués ;
- Une dynamique de **reboisement** enclenchée avec l'appui de l'Association pour la Promotion de l'Agroforesterie (APAF).



Partenaire

Le partenaire est l'ONG locale « Am Bé Koun – Solidarité », anciennement dénommée ICD-Tambacounda.

Localisation

Le programme intervient auprès des communautés rurales de Koussanar, Sinthiou-Malème et Niani Toucouleur de la Région de Tambacounda au Sénégal oriental. Il est la résultante de l'élaboration participative des Plans Locaux de Développement de ces trois communautés rurales.



Perspectives



Maraîchage, Sénégal

Les activités s'orientent vers la **consolidation** des acquis des GIE bénéficiaires ainsi que l'**extension** du projet. L'identification de **nouvelles cibles** est en cours. Le nouveau programme quinquennal intégrera également une dimension de prévention de la malnutrition maternelle et infantile en partenariat avec l'École de Santé Publique de l'ULB.

Une évaluation externe du programme en cours est prévue afin **d'optimiser** nos interventions et l'impact de celles-ci sur l'amélioration des revenus et des conditions de vie des populations.

Dans un contexte de sols extrêmement dégradés par des décennies d'utilisations d'engrais et pesticides chimiques, afin de garantir des rendements honorables en maraîchage biologique, les travaux sur l'**amélioration des techniques de compostage** en climat aride seront poursuivis, ainsi que ceux sur l'usage de bio-pesticides, bio-répulsifs, de bio-fertilisants et d'arbres fertilitaires. Un partenariat est prévu avec le Laboratoire Commun de Microbiologie de l'Université Cheick Anta Diop à Dakar.

À ce jour, la région de Tambacounda demeure relativement délaissée par les acteurs de coopération internationale. Aussi, les acteurs belges de coopération intervenants dans cette zone ont exprimé la volonté de **travailler mieux ensemble** en élaborant des synergies et complémentarités concrètes.



Fabrique de savons, Sénégal

BELGIQUE : ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT

Les activités d'éducation au développement (ED) visent à **sensibiliser** et **conscientiser** la communauté universitaire aux réalités des relations Nord-Sud et à promouvoir son **engagement** pour un monde plus juste et solidaire.

En 2015, ce sont 14 activités d'éducation au développement (cours méfis, préparation au départ, jeu Africa

Quizz...) organisées, et 6 autres co-organisées avec des membres de la communauté universitaire (Journée de la coopération, Campus plein Sud...). L'ED entretient de nombreux contacts avec l'ULB, académiques et étudiants principalement.



Communauté universitaire : 24.000
1700 personnes directement touchées en 2015



75.000 € en 2015
DGD



Ciné-débat, ULB

Africa Quizz

Africa Quizz est un **jeu** organisé sur Facebook, pour découvrir les relations Nord-Sud, réservé aux étudiants de l'ULB. Les gagnants se voient offrir un stage pour décou-

vrir les activités d'un des partenaires locaux d'ULB-Coopération. En 2015, les étudiants se sont immergés dans le quotidien d'*Impulsion*, au Burkina Faso.

Campus Plein Sud

Campus Plein Sud est une **campagne de sensibilisation** organisée chaque mois de mars dans les universités francophones belges. Autour d'une thématique commune, l'objectif est d'informer la communauté universitaire des réalités complexes du Sud et des interdépendances Nord-Sud afin qu'elle puisse s'investir dans la construction

d'une société plus solidaire, entre autres par des échanges durant les cours ou en dehors, avec des chercheurs du Sud ou des membres de la société civile. Lors de la campagne, de nombreuses activités sont organisées par les étudiants, avec l'appui d'ULB-Coopération.

Autres activités

Tout au long de l'année, de nombreuses activités telles que des **conférences**, des **débats**, des **ciné-clubs** et des

séances de **préparation au départ** rythment les activités d'éducation au développement de l'ONG.

Perspectives

Le défi sera de donner à ULB-Coopération une position **d'acteur incontournable** de l'ULB pour la coopération au développement et la sensibilisation aux enjeux mondiaux. L'ED devient en outre l'**ECMS (Éducation à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire)** et proposera des stages, des mémoires, des cours méfis. ULB-Coopération soutient la

communauté universitaire en tant qu'actrice de changement vers la construction de sociétés justes, durables, inclusives et solidaires en suscitant et renforçant l'action individuelle et collective de citoyen.ne.s conscient.e.s des enjeux mondiaux et qui s'en sentent co-reponsables.

Contact : julie.berthelier@ulb-cooperation.org
audrey.villance@ulb-cooperation.org

RDC : Santé

En 2015, l'achèvement du premier projet de formation des personnels de santé en gynécologie-obstétrique au Kivu a été l'un des projets les plus importants en terme de santé car, il s'agit de la première partie (1,8 M€) d'un projet orienté au départ sur la **lutte contre les violences sexuelles** et la réparation des pathologies post traumatiques graves en gynécologie, comme les fistules vésico ou recto vaginales. Ce projet a pu atteindre ses **objectifs** en agissant sur les problèmes de gynécologie-obstétrique en général, dont la conduite sécurisée des accouchements et des interventions gynécologiques courantes. Ainsi, **12 zones de santé** sont concernées : les **150** centres de santé et les **12** hôpitaux de ces zones, **24** médecins, et parmi eux, 8 qui ont été formés aux techniques de réparation les plus avancées dans les hôpitaux Heal Africa de Goma et Panzi de Bukavu. Ce projet fut l'occasion de travailler en étroite collaboration avec Érasme Coopération tout juste créée.

Environnement

La prise en compte de l'**environnement** dans les différents programmes continue à **porter ses fruits, notamment** sur les Plateaux Batéké, où le GI-Agro a contribué à la **réussite d'un projet pilote national de lutte contre la déforestation (REDD+)**, une centaine de ménages s'est appropriée l'agroforesterie .

L'**agroforesterie** est aussi au centre des projets en partenariat avec l'APAF (Association pour la Promotion des arbres fertilitaires, de l'agroforesterie et la foresterie), débutés en 2015 au Sénégal. Le recours aux engrais chimiques et pesticides, loin de garantir la sécurité alimentaire, entraîne des problèmes de santé, de pollution des sols et de l'eau, et de dégradation des sols cultivables. L'agroforesterie, réactualisation de techniques ancestrales de culture, utilise la combinaison vertueuse d'espèces dans les champs, qui fertilise naturellement les sols, les enrichit et les structure.

La participation d'ULB-Coopération au projet de **synergie « PREPAR »** a également eu un effet favorable sur les aspects environnementaux, aboutissant à Kisangani à la réalisation d'un **documentaire de plaidoyer sur la forêt communautaire d'Uma**. Ce projet a également permis un **partenariat avec le WWF-Belgique et l'ONFi**, pour ca-



Île Mbiye, RDC

pitaliser les modèles agricoles durables testés dans la région de Kisantu.

Burkina : Électrification rurale

Le **film réalisé** par l'agence burkinabé Xzotik illustre les apports bénéfiques d'une **électrification rurale décentralisée** dans des villages jusque-là dépourvus de l'accès à une source d'énergie moderne.

Le **financement principal**, obtenu en juin 2011, auprès de la facilité énergie de l'UE a permis au projet de se déployer dans **quatre villages ruraux** (à Barsalogo, à Dablo, à Foubé et à Ankouna). Ainsi, ces réseaux d'électrification décentralisés fournissent de **l'électricité à plus de 800 clients** au nombre desquels : des centres médicaux, dont un hôpital de district, des écoles primaires et secondaires, des administrations (mairies, préfectures...), des petits commerçants et artisans et bien entendu des ménages. La plupart des pompes immergées, alimentant les adductions d'eau, sont aussi raccordées à ces réseaux.

Maintenir ces **réseaux décentralisés, moteurs de développement local**, en état de fonctionner est un **défi quotidien**. L'Association Impulsion, partenaire local, s'assure de la bonne maintenance des groupes, de la fourniture en carburant, du paiement des factures des clients, de l'octroi des subventions locales...

L'expérience ainsi acquise démontre que la distribution d'électricité peut être régulière et financièrement accessible pour la population.

Par ailleurs, la volonté d'utiliser du **bio-carburant, produit localement**, a ouvert un nouveau potentiel de **développement économique** dans une région particulièrement démunie. Affaire à suivre donc...

CHIFFRES¹

Finances : bilan

ULB-Coopération

- ▼ 300 citoyens **donateurs** ;
- ▼ 2 **bénévoles** permanents au siège ;
- ▼ Des **stagiaires** toute l'année, au siège et au Sud ;
- ▼ 13 **employés** au siège : 9 **femmes** et 4 **hommes** ;
- ▼ Des employés dans les **bureaux locaux** (Kinshasa et Goma, RDC) ;
- ▼ 2 **expatriés** (RDC) ;
- ▼ Plus de 10 **partenaires** locaux ;
- ▼ 2 **membres de l'ULB** dans son Conseil d'Administration ;
- ▼ Plus de 1000 **étudiants** contactés chaque année ;
- ▼ Des activités dans 2 **villages associatifs** de festivals ;
- ▼ Les **baillleurs** de fonds :

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT **.be**



ACTIF	2015	2014	Evolution
Actifs Immobilisés	228.238	228.966	-728
Construction	226.662	227.794	-1.132
Mobilier et matériel roulant	1.577	1.171	406
Actifs Circulants	2.635.409	4.771.012	-2.135.603
Créances à plus d'un an		572.886	-572.886
Créances à un an au plus	1.451.385	2.518.670	-1.067.285
Valeurs disponibles	1.184.024	1.677.825	-493.801
Charge à reporter		1.631	-1.631
Total Actif	2.863.647	4.999.978	-2.136.331

PASSIF	2015	2014	Evolution
Patrimoine SLCD	100.748	100.748	
Bénéfice reporté	939.876	894.999	44.878
Dettes	1.823.023	4.004.231	-2.181.208
Dettes à un an au plus	109.453	199.739	-90.286
Comptes de régularisation	1.713.570	3.804.492	-2.090.922
Total Passif	2.863.647	4.999.978	-2.136.330

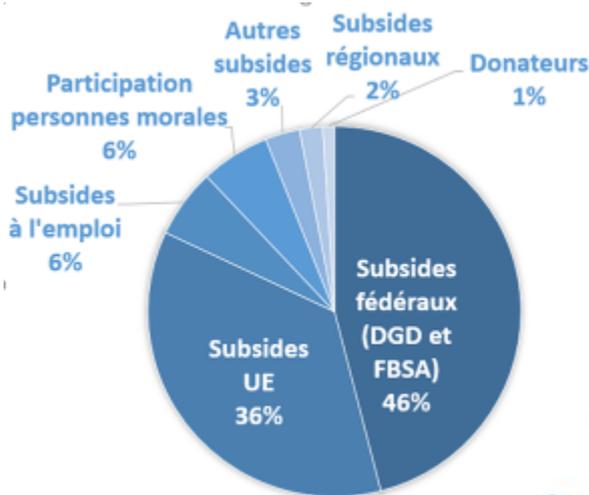
Finances : compte de résultat

	2015	2014	Evolution
Recettes d'exploitation			
Subsides et dons	2.495.062	1.771.533	723.529
Produits d'exploitation	23.246	36.323	-13.077
Charges d'exploitation			
Services et biens divers	-278.487	-249.134	-29.353
Rémunération	-456.522	-306.577	-149.945
Amortissement	-21.410	-9.392	-12.018
Provisions pour charge (Bourse)	-1.527	2.147	-3.674
Autres charges d'exploitation	-1.677.924	-1.230.828	-447.096
Résultat d'exploitation	82.439	14.071	68.368
Produits financiers	1.189	843	346
Charges financières	-1.430	-1.139	-291
Résultat courant	82.199	13.776	68.423
Produits exceptionnels		-	
Charges exceptionnels	-37.321	-206	-37.115

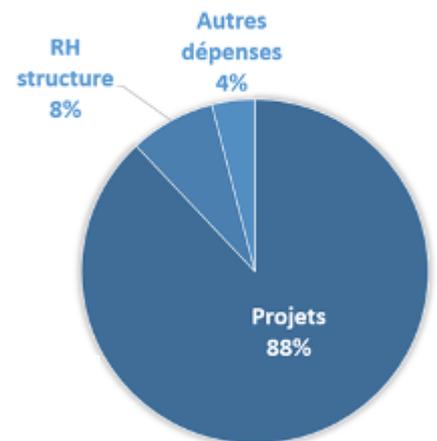
Résultat de l'exercice	44.878	13.569	31.309
-------------------------------	---------------	---------------	---------------

¹ : Les chiffres présentent les comptes consolidés d'ULB-Coopération et du SLCD. Administrativement toutefois, ces entités sont distinctes en 2015.

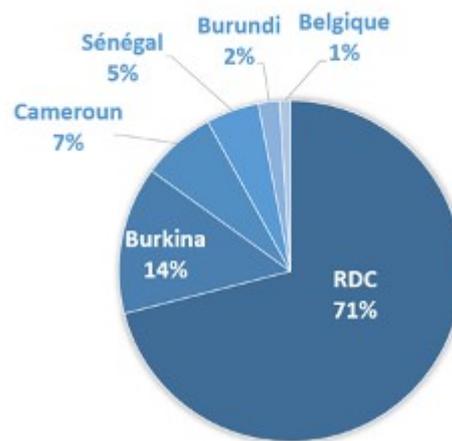
Répartition des sources de financement



Répartition des dépenses



Répartition des dépenses projet par pays



PARTENARIATS AU NORD

ULB-Coopération construit au quotidien et bénéficie de partenariats avec les structures suivantes :

- Collaboration avec **Erasmus coopération** pour la mise en œuvre du volet formation des projets d'amélioration des soins de santé aux victimes de violences sexuelles dans l'Est de la République Démocratique du Congo ;
- Projet interuniversitaire ciblé avec le Pr Yves Coppieters de l'**Ecole de santé Publique** ;
- Echanges techniques avec **AEDES** et participation au cofinancement du programme CEMUBAC ;
- Mise en œuvre de projets communs avec **Oxfam-Novib** et cofinancement du programme ;
- Participation à la plateforme **Because Health** ;
- Collaboration avec l'**APAF** pour les projets d'agroforesterie ;
- Micro-projets avec la **CODEPO**.

De nombreux partenariats, notamment dans le cadre des activités d'éducation au développement, ont également

été maintenus et développés :

Au sein de l'ULB :

- Service des relations internationales ;
- Service communication ;
- Pôle santé ;
- Ecole interfacultaire de bioingénieurs ;
- Ecole Polytechnique de Bruxelles ;
- Faculté de Philosophie et Sciences Sociales ;
- Faculté d'Architecture ;
- ULB Culture ;
- Bibliothèque des sciences ;
- Cercles étudiants.

Avec des partenaires externes à l'ULB :

- Les ONG universitaires Louvain Coopération, ADG, FUCID ;
- D'autres ONG : Memisa, Echos Communication, ARCB-CD....

**ULB-Coopération asbl**

Avenue F.D. Roosevelt 50, CP 266
1050 Bruxelles
Belgique

Tél : +32 2 650 6100
ulb-cooperation.org
contact@ulb-cooperation.org

CONTACTS

Bruxelles

(adresse mail : prénom(sans tiret).nom@ulb-cooperation.org)

Alain Wodon	Directeur	+32 2 650 61 01
Anne Depret	Responsable des opérations	+32 2 650 61 03
Christine de Mathelin	Responsable administrative & financière	+32 2 650 61 02
Vincent Litt	Responsable recherche & innovation	+32 2 650 61 03
Julie Simon	Responsable communication	+32 2 650 61 02

RDC, Kinshasa

Serge Ngaima Kila	Coordinateur Kinshasa	
Pierrot Shamashanga	Chef de projet	+243 995 305 623
Sylvie Mushagulasa	Chargé d'administration	
Aline Tumagene	Secrétariat, comptabilité	

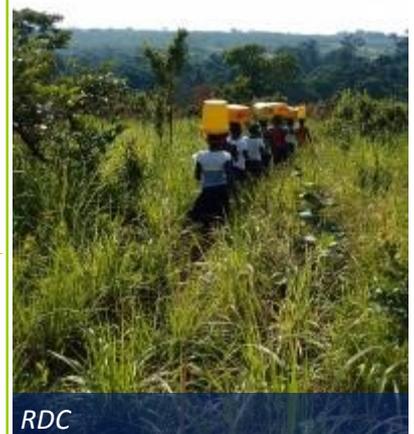
RDC, Nord-Kivu

Jean-Bosco Kahindo	Coordinateur Nord-Kivu	+243 998 165 779
Yvette Sivanzire	Chargé d'administration	
Jérôme Fazili	Gestionnaire des hôpitaux	+243 998 225 764

L'ÉQUIPE D'ULB-COOPÉRATION À BRUXELLES EN 2015

L'équipe administrative et financière représente 4 ETP. Les projets sont portés par 6 ETP. La communication compte 2,5 ETP.

En 2015, plusieurs bénévoles et stagiaires ont continué d'apporter une plus-value très importante au travail réalisé. Qu'ils et qu'elles en soient remerciés, et particulièrement Jean-Claude Guillemeau, Sandrine Fraiture, Kasia Mirrecka, Jade Hazard, Vincenzo Viola.



RDC

DERNIÈRE INFORMATION DE 2016

ULB-Coopération vient d'obtenir le renouvellement par la Direction Générale de la Coopération au Développement (DGD) de son agrément « programme » pour les dix années à venir.

L'Arrêté royal du 15 décembre 2005 a initié une réforme pour augmenter l'efficacité des processus de financement et d'attribution de subsides aux ONG par la DGD. En résumé, cette réforme a pour objectif de

concentrer les efforts de la Coopération Belge au sein d'ONG ayant démontré leur capacité à en faire le meilleur usage.

Seul un nombre limité d'ONG a obtenu cet agrément, gage non seulement du sérieux de leur gestion et du bon usage fait des fonds, mais également de la pérennité des actions engagées.